



Communiqué de presse

A l'occasion du congrès de l'Association des Régions de France et de la venue du Premier Ministre, disons stop à l'austérité !!!



L'Association des Régions de France va tenir son Congrès les 9 et 10 octobre 2014 à Toulouse. La réforme territoriale, les nouvelles compétences des Régions et la question de leurs ressources seront au cœur de ce rendez-vous annuel.

La réforme territoriale prévoit le regroupement des régions, de nouvelles intercommunalités, des transferts de compétences. Les effets d'annonces sur les bienfaits de la réforme territoriale sont contredits dans la région. La réforme territoriale, c'est la mise en concurrence, la privatisation des territoires et de la puissance publique au profit de la finance et contre les intérêts du monde du travail. Pour répondre aux injonctions de l'Union européenne, c'est une réforme globale de l'organisation institutionnelle de notre pays de l'État aux communes qui sera mise en place, permettant d'adapter les territoires, notamment les régions et les métropoles, et les règles qui les régissent aux besoins exclusifs du capital !

Si cette réforme devait s'appliquer, les conséquences néfastes pour les populations et les salariés seraient sans précédent :

- Mise en concurrence des normes et des droits des salariés, entre territoires, ce qui conduirait à un nivellement par le bas. La base commune du droit du travail et tout ce qui s'y rattache, y compris la protection sociale serait abandonnée.
- Recul de la présence des services publics et réduction drastique des services et administrations de l'État, notamment à l'échelon départemental et régional.
- Mise des collectivités locales sous tutelle complète des grands groupes privés, notamment dans le BTP et les sociétés de services.
- Suppression d'échelons démocratiques de proximité et le renvoi des décisions à d'obscures instances de plus en plus éloignées des citoyens.

A l'occasion de ce Congrès, la CGT a décidé d'un rassemblement, le 9 octobre, de 8h00 à 14h00, et appelle les salariés à participer à cette initiative, afin d'interpeller les Congressistes. Ce sera l'occasion de rappeler que d'autres choix sont possibles, en complète contradiction avec ceux du président de la république et du premier ministre, qui sont ovationnés par le Medef.

Leurs politiques anti sociales et anti économiques s'accompagnent d'une grave dérive anti-démocratique. Alors que les dividendes ont augmenté de 30% en 2013, la France recule sur tous les autres secteurs (emploi, croissance, pouvoir d'achat). Seul le niveau de pauvreté augmente! Elle conduit au renforcement de l'austérité et à l'accroissement des inégalités sociales et territoriales. Une telle politique de mépris des salariés et des citoyens ferme la porte à toute perspective et permet au Front National de prospérer sur la misère.

Le congrès peut opter pour accompagner cette politique ou décider d'en rediscuter les fondements.

Une autre politique est possible et nécessaire :

- Les richesses doivent être partagées : il y a urgence à revaloriser les minima sociaux, les pensions et les bas salaires. Le SMIC doit immédiatement être porté à 1700 € et des négociations salariales doivent s'ouvrir dans toutes les branches professionnelles. Porter le SMIC à 1700 euros avec la réévaluation des salaires sur cette base, ce n'est pas un coût ; pour la seule Haute-Garonne, ces mesures apporteraient 2,5 milliards d'euros de masse salariale supplémentaire dans l'économie réelle et locale, ainsi que 1,5 milliards de cotisations sociales. Si l'on ajoute les 1 milliard de fraude fiscale que connaît notre département, ce sont 4,5 milliard réinjectés dans l'économie.
- La protection sociale doit être développée et non abandonnée : la protection sociale est l'autre pilier d'une politique de progrès économique et social. Alors que l'ampleur de la fraude aux cotisations sociales par le patronat vient d'être révélée (25 milliards) et qu'elle est supérieure au trou fabriqué et entretenu de la Sécu, de plus en plus d'assurés sociaux renoncent à des soins nécessaires. Les personnels hospitaliers en sous effectifs croulent sous la surcharge de travail. Pourtant le gouvernement entend donner un nouveau tour de vis en 2015 en amplifiant les politiques de rationnement. C'est insupportable. Il faut redonner toute sa place au salaire brut qui rémunère le travail, comprenant les cotisations sociales et le net à payer !

**Rendez-vous presse – 9 octobre 2014 - à 11h00 -
Centre des Congrès Pierre BAUDIS –
TOULOUSE**

Contacts :

UD31 – Athéna LARTIGUE – 06 81 23 88 13

Comité régional CGT Midi-Pyrénées – Lionel PASTRE – 06 74 13 64 07